

ALGÉRIE

MPO SM22

Tableau 1 **2021**

Population (en millions d'habitants)	44.7
PIB (en milliards de dollars courants)	168.0
PIB par habitant (en dollars courants)	3761.1
Taux de pauvreté (seuil national) ^a	5.5
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar) ^a	0.4
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	3.7
Indice de Gini ^a	27.6
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) ^b	111.3
Espérance de vie à la naissance, années ^b	76.9
Émissions totales de GES (mtCO ₂)	221.7

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook et données officielles.
 a/Valeur la plus récente (2011).
 b/Indicateurs du développement dans le monde pour la scolarisation (2020) et l'espérance de vie (2019).

La flambée de la demande et des prix du pétrole et du gaz a entraîné un net rebond de la production et des exportations d'hydrocarbures en 2021, réduisant fortement les besoins de financement budgétaire et extérieur. La reprise dans les secteurs de l'économie hors hydrocarbures reste toutefois incomplète, alors que l'inflation est en hausse. Au-delà de la manne actuelle des hydrocarbures, il faudra nécessairement accélérer la mise en œuvre du programme de réformes structurelles du gouvernement pour stimuler la reprise, diminuer la dépendance de l'Algérie à l'égard des exportations d'hydrocarbures, réduire durablement les déséquilibres macroéconomiques, diversifier l'économie et créer des emplois dans le secteur privé.

Faits marquants et défis

L'économie algérienne reste dominée par le secteur pétrolier et gazier, qui représentait 19 % du PIB, 94 % des exportations de produits et 40 % des recettes budgétaires entre 2015 et 2020. Toutefois, au cours des 15 dernières années, le déclin des investissements a favorisé la baisse de la production pétrolière et la stagnation de la production de gaz naturel, tandis que la hausse de la consommation intérieure a provoqué une plus forte contraction des volumes d'exportations.

Depuis 2015, les déficits du compte courant et du solde budgétaire global représentent en moyenne 13 % et 11 % du PIB, respectivement, ce qui a contribué à la baisse sensible des réserves internationales, la dépréciation de la monnaie, l'adoption de politiques de réduction des importations et la monétisation de la dette. Les dépenses publiques ont également stagné en termes réels, contribuant au ralentissement de l'activité dans les secteurs hors hydrocarbures, et la croissance annuelle moyenne du PIB réel est tombée à 1,1 % en 2017-2019, ramenant le PIB par habitant en PPA à son niveau de 2014. Néanmoins, la pauvreté non monétaire a reculé entre 2013 et 2019, dans un contexte d'amélioration des résultats dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des conditions de vie.

La récession provoquée par la COVID-19 a exacerbé les problèmes liés à la croissance et les déséquilibres macroéconomiques, renforçant l'élan en faveur des réformes. Le gouvernement a notamment pris des mesures pour attirer

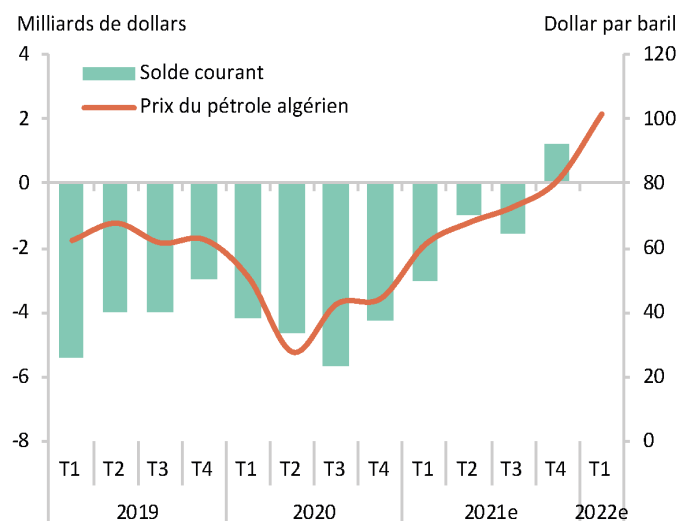
les investisseurs étrangers en promulguant une nouvelle loi sur les hydrocarbures et en levant les restrictions à la propriété étrangère d'entreprises nationales dans plusieurs secteurs.

Parallèlement, le Plan d'action adopté par le gouvernement en septembre 2021 a fait de la transition vers un modèle de croissance et de création d'emplois piloté par le secteur privé une priorité de développement. Les entreprises privées sont de petite taille, peu productives et en grande partie informelles, dans un environnement caractérisé par une forte présence de l'État dans les secteurs productifs, un lourd fardeau réglementaire et un accès limité au crédit et aux compétences. Le Plan d'action préconise de renforcer la stabilité macroéconomique, de rationaliser les dépenses, de réduire les importations, de stimuler les exportations hors hydrocarbures et d'améliorer sensiblement l'environnement des affaires, notamment par la réforme des banques et entreprises publiques et par l'adoption d'une nouvelle loi sur les investissements. Le calendrier précis de sa mise en œuvre reste à déterminer.

Évolutions récentes

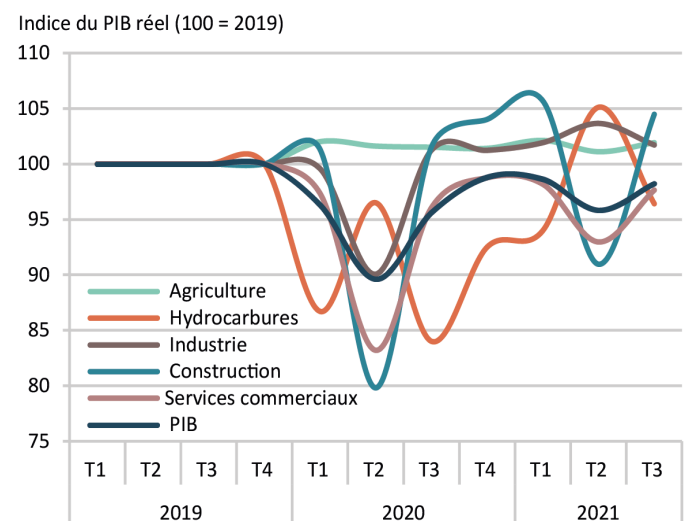
Sous l'impulsion du secteur pétrolier et gazier, l'économie a progressé de 3,9 % en glissement annuel pendant les neuf premiers mois de 2021, après s'être contractée de 5,5 % en 2020. La reprise de la production d'hydrocarbures a été favorisée par l'envolée de la demande européenne de gaz et l'assouplissement des quotas de production de l'OPEP. La production agricole a stagné à cause de la faiblesse des précipitations, l'activité a

FIGURE 1 Algérie / Prix du pétrole brut et balance.



Sources : Banque d'Algérie et oilprice.com.

FIGURE 2 Algérie / composantes du PIB, côté production.



Source : Office national des statistiques.

ralenti dans le secteur des services, mais la croissance a été portée par l'industrie et la construction. En septembre 2021, le PIB hors hydrocarbures était toujours inférieur de 3 % à son niveau d'avant la pandémie. Du côté des dépenses, la consommation et l'investissement privés sont revenus à leurs niveaux pré-pandémiques, mais les stocks ne sont pas encore remontés.

Sous l'effet de la hausse des recettes pétrolières et d'une reprise incomplète des dépenses, et malgré un important soutien financier au fonds de pension national, on estime que le déficit du solde budgétaire global a rétréci, passant de 12 % du PIB en 2020 à 3,5 % en 2021. Les recettes pétrolières estimées ont dépassé les niveaux d'avant la pandémie pour atteindre 15 % du PIB en 2021, tandis que les recettes fiscales sont restées inférieures de 1,7 point de pourcentage du PIB relativement à leur niveau d'avant la crise, en raison de la faible rentabilité des entreprises et de la contraction des importations. Les dépenses budgétaires n'ont repris que modérément, en l'absence d'un redressement marqué des investissements publics. Selon les estimations, la dette publique est passée de 52 à 61 % du PIB en 2021, les banques acquérant d'importantes quantités de titres du Trésor dans le cadre d'un programme de rachat de la dette des entreprises publiques appuyé par un financement de la Banque centrale.

La masse monétaire a progressé de 14 % en 2021, les dépôts d'hydrocarbures ayant augmenté et les politiques d'assouplissement des conditions de liquidité dans le contexte de la COVID-19 ayant été

maintenues, mais le crédit au secteur privé ne s'est amélioré que de 3 %. L'inflation s'est nettement accélérée en 2021, sous l'effet d'une hausse de 10,1 % des prix des denrées alimentaires malgré d'importantes subventions alimentaires, ce qui a exacerbé les difficultés des groupes vulnérables. L'enquête auprès des ménages en cours permettra de réviser les estimations de la pauvreté de 2011 et de chiffrer l'impact de l'inflation sur le bien-être.

Le déficit courant de l'Algérie s'est contracté de 74 % en 2021, à la faveur de l'augmentation de 70 % de la valeur des exportations d'hydrocarbures et d'une timide reprise des importations, et malgré la hausse des prix à l'importation. En conséquence, les réserves de change se sont stabilisées à environ 11 mois d'importations de biens et services

Perspectives

Le PIB devrait poursuivre son évolution à la hausse pour retrouver son niveau de 2019 en 2022, malgré la faiblesse des précipitations et donc de la production agricole. Grâce à la reprise des investissements publics et énergétiques, la croissance des investissements devrait dépasser celle de la consommation, cette dernière étant plus timide en raison du redressement progressif du marché du travail et des répercussions de la forte inflation sur le revenu réel des consommateurs. La production d'hydrocarbures augmentera à mesure que les quotas de l'OPEP seront assouplis et que la demande de gaz algérien

bénéficiera de la diversification européenne à l'égard de l'offre russe, avant de s'inscrire à nouveau dans une tendance baissière compensée néanmoins par une croissance modeste hors hydrocarbures.

En 2022, la situation budgétaire devrait nettement s'améliorer dans un contexte de flambée des prix de l'énergie, de dépréciation prolongée de la monnaie et d'amélioration des recettes fiscales, ce qui compensera la timide augmentation des dépenses publiques. Aidé par le niveau élevé des prix des hydrocarbures, le solde courant devrait enregistrer un excédent, en dépit d'une reprise modérée des importations d'intrants et d'équipements à la faveur de l'accroissement des investissements. À moyen terme, les déficits budgétaire et extérieur devraient refaire surface et se creuser sous l'effet de la baisse des volumes et des prix des exportations d'hydrocarbures, et la dette publique devrait se stabiliser autour de 50 % du PIB.

Les conséquences économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les sanctions connexes pourraient renchérir davantage les prix des hydrocarbures et améliorer les soldes budgétaire et extérieur de l'Algérie malgré la hausse des prix des importations alimentaires. En revanche, le pays pourrait à nouveau se retrouver confronté à d'importants déséquilibres macroéconomiques si les prix mondiaux des hydrocarbures venaient à baisser. En fin de compte, le maintien de la croissance et le renforcement de la résilience économique dépendront du rythme de mise en œuvre des réformes structurelles et de la capacité de ces dernières à promouvoir la diversification économique, la croissance sous l'impulsion du secteur privé et la création d'emplois.

TABLEAU 2 Algérie / Indicateurs macroéconomiques des perspectives en matière de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021 e	2022 p	2023 p	2024 p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	1,0	-5,1	3,9	3,2	1,3	1,4
Consommation privée	2,1	-3,0	2,1	2,0	2,0	2,2
Consommation des administrations publiques	1,9	-0,3	-0,9	0,1	0,1	0,0
Formation brute de capital fixe	-3,6	-5,2	3,5	5,7	3,1	4,6
Exportations, biens et services	-6,0	-11,4	11,1	4,3	-1,2	-2,0
Importations, biens et services	-6,9	-15,6	-3,9	3,0	1,9	2,4
Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs	1,0	-4,7	3,9	3,2	1,2	1,3
Agriculture	2,7	1,3	0,2	0,9	1,8	1,3
Industrie	-1,6	-7,5	7,0	4,2	1,3	1,3
Services	3,4	-3,4	1,7	2,6	0,9	1,3
Inflation (indice des prix à la consommation)	1,9	2,4	7,2	7,1	7,0	7,0
Solde courant (% du PIB)	-9,9	-12,6	-2,8	4,7	-0,2	-4,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-9,6	-12,0	-3,5	0,7	-0,8	-2,2
Dette (% du PIB)	45,6	52,1	61,2	51,8	50,5	49,9
Solde primaire (% du PIB)	-9,0	-11,0	-2,9	1,3	0,0	-1,2
Croissance des émissions de GES (MtCO₂)	2,3	-2,4	1,4	3,1	2,0	1,7
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	64,4	64,2	64,4	65,1	65,4	65,5

Source : Banque mondiale, Pôles Pauvreté et équité ainsi que Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions tirées du CAIT et de l'OCDE.
Notes : e = estimation, p = prévision.